

Réforme Fillon : les syndicats fourbissent leurs armes

Marielle Court

François Fillon a-t-il raison de se dire « serein » sur l'avenir de la loi d'orientation sur l'école qu'il a présentée hier en Conseil des ministres ? Sans aucun doute s'il tourne son regard du côté de l'Élysée. A plusieurs reprises déjà, lors des cérémonies de vœux, le chef de l'État a apporté un soutien appuyé à la réforme préparée par le ministre de l'Éducation. Hier encore, Jacques Chirac a salué ce projet : « *L'école est notre bien commun sans doute le plus précieux. Elle mérite que la nation se mobilise pour son avenir à l'abri des querelles partisanes* », a demandé le président de la République, souhaitant que le débat au Parlement, prévu pour la mi-février, se déroule « *dans un esprit de ras-*

semblement, de responsabilité et de dialogue ».

Mais il n'est pas sûr que l'appel au consensus du chef de l'État soit entendu. Car, si l'UMP a salué hier « *une courageuse réforme* » symbole d'une « *révolution du bon sens* », les autres organisations politiques se sont montrées beaucoup plus critiques. Ainsi, l'UDF a-t-elle fait part de son « *scepticisme* » faute de trouver dans la loi « *des mesures d'envergure* ». Le PS évoque « *une loi pour rien* » et le Parti communiste dénonce une « *une vision marchande de l'éducation* ».

Enfin, la confrontation s'annonce particulièrement tendue avec les syndicats d'enseignants et de chefs d'établissement mais aussi avec certains représentants des parents d'élèves ou des associations familiales. Côté enseignants, cinq des grandes fédérations (Faen, Ferc-CGT,

FSU, Sgen-CFDT, Unsa-éducation) ont annoncé une journée d'action pour jeudi 20 janvier, avec pour mot d'ordre : le retrait du projet de loi d'orientation.

À la différence des précédents, ce mouvement pourrait être suivi car les enseignants ne contestent pas seulement certains points de la loi – hier, les professeurs de sciences économiques étaient déjà dans la rue pour s'opposer à la suppression de leur discipline en classe de seconde –, mais ils dénoncent aussi les restrictions budgétaires prévues pour la rentrée 2005. Les établissements scolaires vont d'ailleurs être fixés dans les semaines qui viennent sur leur dotation pour septembre prochain.

Ce même 20 janvier, les organisations syndicales de fonctionnaires ont également appelé à une journée de mobilisation, cette fois-ci sur la ques-

tion des salaires et des conditions de travail dans la fonction publique. Ce sont ces deux dernières revendications qui ont décidé le Snaic-CSEN – seul syndicat d'enseignants classé à droite – à appeler également à la grève jeudi prochain.

« *L'école a besoin d'une dynamique nouvelle et non de s'enliser dans un conflit* », soulignait, hier, Gérard Aschiéri, secrétaire général de la FSU (fédération majoritaire parmi les enseignants). « *Le ministre a choisi son calendrier de façon à prendre les gens de court* – faisant notamment référence à un examen du projet qui va se tenir au milieu des vacances scolaires – *mais nous voulons peser sur le débat* », a-t-il ajouté. Quelques heures plus tard, François Fillon lui répondait indirectement en affirmant, en substance, lors de ses vœux à la presse : je ne suis pas du genre à reculer.

Le Figaro

13.01.2005